

STÉPHANE GOBEIL, *Un gouvernement de trop*, Montréal, VLB éditeur, 2012, 184 pages

Martin David Blais

Volume 7, numéro 1, automne 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/67931ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

David Blais, M. (2012). Compte rendu de [STÉPHANE GOBEIL, *Un gouvernement de trop*, Montréal, VLB éditeur, 2012, 184 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 7(1), 33-33.

suite de la page 32

institutions et un appareil médiatique qui lui fournissent l'essentiel de ses représentations.

Le plaidoyer de Laplante est incapable de saisir ce fait déterminant et du coup, il ne peut redéfinir le combat pour l'indépendance autrement que sur l'horizon du référendum et dans la rhétorique pédagogique. Il a beau se dire d'accord avec Vadeboncoeur et penser que le Québec devra « gouverner ou disparaître », son plaidoyer reste bien moins utopique qu'innoffensif. Pour ouvrir l'avenir il ne s'agit pas de triompher des solitudes, mais bien de se penser dans l'Altérité et apprendre à composer avec l'adversité. Vivre, c'est se poser et s'opposer. ❖



STÉPHANE GOBEIL
UN GOUVERNEMENT DE TROP
 Montréal, VLB éditeur, 2012, 184 pages

V oici un petit manuel destiné aux militants souverainistes qui, au cours des années à venir, auront à faire du travail de communication politique en faveur de l'indépendance. Stéphane Gobeil s'est donné pour tâche d'équiper ces militants qui s'aventureront sur le terrain des discussions économiques. Il les a documenté sur la question des coûts, pour le Québec, de vivre avec deux gouvernements au lieu d'un seul. L'ouvrage, bien documenté tout en étant rédigé de manière très accessible et vivante, ne pourra satisfaire pleinement, me semble-t-il, les spécialistes de finances publiques; il est par contre tout à fait adéquat pour ce qui est de préparer militants et sympathisants à la tâche de « leader d'opinion ».

Les utilisateurs ciblés trouveront une masse de faits et d'évaluations synthétiques portant sur l'action du gouvernement fédéral de même qu'une foule d'anecdotes très éloquentes quant à la mesquinerie de plusieurs décideurs opérant depuis Ottawa. Cette documentation montre les inconvénients de la fédération – et a contrario les avantages d'un État souverain – en considérant, dans une foule de secteurs, les coûts du dédoublement bureaucratique et en évaluant la part de l'intervention fédérale reçue par le Québec par rapport à la taille de sa population. L'auteur utilise des données officielles et a principalement recours aux comptes publics fédéraux; il couvre par ailleurs vingt-six thèmes en commençant par les affaires étrangères et les affaires indiennes. À mon avis, un militant bien informé et surtout habile pour ce qui est de la discussion politique trouvera une foule de faits et arguments à mettre dans sa besace.

Redisons-le: l'ouvrage n'est pas destiné aux débats entre spécialistes et ne suffira pas à équiper ceux qui affronteront devant l'opinion les économistes au service du camp fédéraliste: il faudrait notamment déployer une rhétorique beaucoup plus technique que celle que l'on trouve dans le livre. Toutefois, l'ouvrage est approprié compte tenu de l'usage auquel il est destiné. Le livre part de deux prémisses: la première est que la bataille identitaire, cruciale lorsqu'il s'agit de lutte pour la souveraineté, a été largement gagnée par les nationalistes auprès de l'électorat francophone; la seconde est que les électeurs québécois sont sensibles aux discours économiques formulés en termes d'intérêt collectifs tangibles (« What's in It for Us »). L'auteur considère en revanche qu'il existe beaucoup d'indécision quant à la faisabilité et la désirabilité économique de la souveraineté, surtout lorsque l'on met en balance la question de la dette publique ou que l'on fait miroiter les bénéfices du mécanisme de péré-



quation. D'où la nécessité d'un effort de communication systématique en la matière. Le préfacier du livre, Jean-François Lisée, remarque à ce propos que l'estime de soi des Québécois en matière économique est plus élevée qu'on le croit généralement et qu'il existe probablement dans la population un bon niveau de réceptivité envers le discours souverainiste pour peu que les indépendantistes eux-mêmes entreprennent d'occuper ce terrain des questions économiques.

Au cas par cas donc, Gobeil montre le coût important du fédéralisme et donne une bonne idée de l'ampleur de la bureaucratie (dont la taille n'a pas décré sous le régime des conservateurs contrairement à ce que l'on croit souvent). Cela lui permet de faire valoir avec force au fil des pages – et avec encore beaucoup de vigueur dans la synthèse finale – que, du point de vue de l'intérêt du Québec, l'indépendance sera très vraisemblablement une bonne affaire et ce, sans nier les apports de la péréquation. L'auteur explique dans une large mesure le caractère non rentable pour le Québec de la fédération par deux grands ordres de raisons: 1) le dédoublement de gouvernement est un phénomène bureaucratique coûteux et souvent peu efficace; 2) le gouvernement fédéral est le gouvernement des autres, celui de la majorité anglophone, et il est clair, lorsque l'on regarde ses dépenses, qu'il pense et agit en fonction des intérêts des majoritaires.

La lutte des idées est une réalité éminemment contingente et ce n'est pas parce que l'on s'est équipé et préparé que le point de vue que l'on défend prévaudra. Il est par contre évident que négliger de se préparer c'est donner l'avantage à l'adversaire. Le manuel de Gobeil constitue un apport solide parce que bien calibré en fonction du public ciblé; j'ose espérer que l'auteur a d'ores et déjà entrepris d'identifier les principales répliques en provenance du camp fédéraliste.

Martin David Blais